

Afrique-Medias-Grève à l'Agence panafricaine de Presse (PANA)

LIBREVILLE, 6 avril (Infosplusgabon) - L'indifférence et les mensonges répétés de la direction générale de l'Agence panafricaine d'Information (Panapress), basée à Dakar, incapable de résoudre une crise financière qui perdure au sein depuis plusieurs années avec pour conséquences les arriérés des salaires sur plusieurs années, a conduit les journalistes à entrer en grève illimitée le 7 décembre 2020. Au 6 avril 2021, ce sont 38 mois d'arriérés de salaires contractés pendant cinq ans.

La direction générale dû user de stratagèmes d'un autre âge pour intimider voire menacer certains journalistes afin qu'ils continuent de produire des dépêches sans que le moindre salaire ne pointe à l'horizon.

Nous sommes bien loin d'un retour à une stabilité financière de l'agence. Mieux, la direction général et le conseil d'administration ne dispose pas pour l'instant des armes nécessaires pour sortir la Pana de cet imbroglio.

Sous « perfusion » grâce aux fonds libyens depuis des décennies à l'époque où l'argent destiné à l'agence transitait « sans contrôle » par des valises entre Tripoli et Dakar, la gestion opaque des revenus de l'agence a conduit, inévitablement à laisser au second plan les salaires et les droits humains des journalistes, responsables de famille, alors que certain à la direction générale (pour ne pas les nommer) menait grande vie.

L'Agence fait face à un réel amalgame entre « nomination par les autorités sénégalaises du directeur général de l'Agence à la suite d'un décret », qui nécessite également un autre décret pour évincer ce dernier de la Pana.

Le secrétaire général du Collectif des employés de la PANAPRESS, a annoncé ce mardi 6 avril qu'une bonne partie des employés de l'Agence panafricaine d'information (PANAPRESS) a entamé ce jour leur cinquième mois de grève pour obtenir le paiement de 38 mois d'arriérés contractés pendant cinq ans.

« Ils n'ont pas reçu de salaire depuis fin août 2020. Au cours de l'année dernière, ils n'ont perçu que deux salaires (en janvier et avril) et des demi-salaires en mai, juin, juillet et août », a-t-il précisé.

Depuis le début de la grève, la Direction générale n'a pris aucune initiative allant dans le sens du règlement de la crise. En revanche, elle a appliqué des mesures de rétorsion contre les employés en grève en bloquant leurs mots de passe pour qu'ils n'accèdent plus à la plateforme de l'Agence et gelé leur couverture médicale. Ainsi, les familles et les journalistes basés à Dakar, n'ont plus accès aux médicaments et ne peuvent plus se soigner dans les structures médicales locales. A cela s'ajoute les intimidations et menaces de licenciements.

Le collectif des journalistes a rencontré des députés et un conseiller du président de la République du Sénégal. Il a écrit, fin février dernier, au président de la RD Congo, Felix Tshisekedi, président en exercice de l'Union africaine (UA), au président sénégalais, Macky Sall, au président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mohamat, et au ministre sénégalais des Affaires étrangères, Mme Aïssata Tall Sall, pour les informer de la situation chaotique qui prévaut à la Pana.

Les journalistes rencontrent des difficultés financières et s'inquiètent surtout du manque de perspectives dans leurs carrières, et notamment en termes d'avancement et d'augmentation des salaires.

Le 5 mars 2021, le collectif des journalistes avait été convié à une rencontre avec le nouveau

président de Conseil d'administration qui était venu se présenter à Dakar. Au cours de cette rencontre, il a fait part de ses ambitions pour l'agence et avait promis que les arriérés seront «bientôt» épongés, mais sans donner aucune échéance de paiement.

Malgré les énormes difficultés que rencontrent les journalistes et leurs familles et notamment pour assurer la scolarité de leurs enfants et faire face aux charges fixes (loyer, factures d'eau et d'électricité, etc.), Les journalistes sont déterminés à poursuivre cette grève jusqu'à la satisfaction de notre revendication.

La grève est largement suivie, en témoigne le nombre des dépêches qui tourne en moyenne autour de 30 par jour alors qu'il avoisinait la centaine. Le fil d'information a ainsi atteint son plus bas niveau historique.

Malheureusement certains journalistes font le jeu de la direction générale pour produire des dépêche de qualité moindre au lieu de soutenir le mouvement lancé par leurs collègues.

Quoi qu'il en soit, ces journalistes, pour la plupart manipulés par la direction générale et qui rament à contre-courant du mouvement légitime initiés par leurs pairs, font le lit d'une catastrophe qui ne tardera pas à se manifester.

L'Agence panafricaine d'information, dont le siège est à Dakar, est un vieux projet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui avait vu le jour le 25 mai 1983 avec la diffusion des premières dépêches. La Pana a pour rôle, notamment de donner le vrai visage de l'Afrique avec des sources d'informations recoupées pour toute la presse africaine ; mais également de fournir au monde entier des informations fiables, crédibles et positives sur l'Afrique pour briser les vieux clichés des médias occidentaux qui présentent et continuent de présenter l'Afrique comme un enfer.

Aujourd'hui, plus que jamais les journalistes basés à Dakar et les correspondant des autres villes africaines, réclament le règlement intégral de tous les arriérés de leurs salaires, sans autre forme de négociation.

Gageons que les autorités sénégalaises, en tête desquelles le président de la République, Macky Sall, examineront de très près le dossier de l'Agence panafricain de presse. Il y va de l'honneur de toute l'Afrique.

FIN/ INFOSPLUSGABON/SFD/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon